



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bourgogne Franche-Comté**

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2023- 313-4

Société Coopérative Agricole et Viticole Bourgogne du Sud (Silos de Saint-Marcel)

Siège administratif

6, avenue du président Borgeot
71350 Verdun-sur-le-Doubs

Site d'exploitation

Zône portuaire sud
71380 Saint-Marcel

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté ministériel modifié 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-04057 délivré le 16 septembre 2009 à la société Coopérative agricole et viticole Bourgogne Sud (CAVBS) pour l'exploitation d'une installation de site de stockage de céréales et oléagineux en silos sur le territoire de la commune de Saint-Marcel ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé CL/NM/2023/M_208, établi à la suite de l'inspection effectuée le 7 septembre 2023 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant, en premier lieu, qu'il a été constaté lors de la visite du 7 septembre 2023 que le système de surveillance de température des silos fonctionnait en mode dégradé et qu'il ne remplissait plus les fonctions pour lesquelles il était programmé ;

Considérant que ce système de détection est un organe essentiel dans la prévention des risques d'auto-échauffement des produits ensilés, prescrit à l'article 8.1.7. de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 susvisé ;

Considérant, en second lieu, qu'il a été constaté lors de la visite du 7 septembre 2023, que le système décrit à l'alinéa précédent ne faisait pas l'objet de vérifications périodiques telles que prescrites à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que les moyens de lutte contre l'incendie dont est dotée l'installation comme l'organisation mise en œuvre pour maintenir leurs performances dans le temps ne respectent pas les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CAVBS de respecter ces dispositions réglementaires ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société CAVBS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en transmettant au préfet, dans un délai de **60 jours** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, en :

- remettant en ordre de marche le système de surveillance des températures des produits stockés tel que prescrit à l'article 8.1.7. de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 susvisé ;
- assurant le maintien des performances de ce système dans le temps, tel que le prescrit l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Mesures de publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Saint-Marcel, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, le maire de la commune de Saint-Marcel, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie leur sera faite.

Mâcon, le

09 NOV. 2023

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

6505 204 011